

Pôle services vétérinaires  
Service : santé, protection animale et environnement  
Bureau : protection de l'environnement, sous-produits et  
alimentation animale

CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE, le 09/06/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



### **SCEA ELEVAGE DE LA SOUDE**

51320 Soudron

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/06/2023 dans l'établissement SCEA ELEVAGE DE LA SOUDE implanté 51320 Soudron. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCEA ELEVAGE DE LA SOUDE
- 51320 Soudron
- Code AIOT : 0055100341
- Régime : Autorisation
- IED : Oui

L'ELEVAGE DE LA SOUDE exploite un élevage de porcs de type naisseur-engraisseur, autorisé pour 7400 emplacements de porcs charcutiers et 870 emplacements de truies.

#### **Références réglementaires :**

- \* Arrêté préfectoral n° 98 A 112 IC du 19 novembre 1998 autorisant la SCEA AGRIPORC CHAMPAGNE à exploiter une porcherie de 6840 animaux à Soudron.
- \* Donné acte n° 2001-08 du 15 janvier 2001 concernant les modifications qu'apporte la SCEA AGRIPORC CHAMPAGNE à son élevage de porcs à Soudron avec la construction d'un bâtiment de quarantaine et le passage des effectifs sans changement du nombre à 8920 animaux-équivalents-porcs lié aux changements intervenus dans la nomenclature.
- \* Arrêté préfectoral complémentaire n° 2003-APC-79-IC du 31 juillet 2003 concernant les prescriptions complémentaires pour la SCEA AGRIPORC CHAMPAGNE à Soudron.
- \* Arrêté préfectoral complémentaire n° 2008-APC-17-IC du 29 janvier 2008 relatif à la modification du plan d'épandage de la SCEA AGRIPORC CHAMPAGNE à Soudron.

- \* Donné acte n° 2009-129 du 24 novembre 2009 concernant la modification du plan d'épandage par la mise à disposition du parcellaire modifié de la SCEA la Naulx à Dommartin-Lettée.
- \* Donné acte n° 2014 143 du 19 décembre 2014 concernant la restructuration des deux site de Bergère-lès-Vertus et de Soudron appartenant à la SCEA AGRIPORC CHAMPAGNE.
- \* Donné acte n° 2017-110 du 30 août 2017 concernant la reprise de la SCEA AGRIPORC CHAMPAGNE par l'ELEVAGE DE LA SOUDE, la mise à jour des effectifs porcins sur les sites de Bergères-lès-Vertus et de Soudron et la modification du plan d'épandage.
- \* Donné acte n° 2022-10 du 4 octobre 2022 concernant l'augmentation des effectifs et de la surface des bâtiments de l'ELEVAGE DE LA SOUDE à Soudron.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	MTD5 Utilisation rationnelle de l'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Déclaration des émissions polluantes	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	/	Sans objet
3	Etat de propreté	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	/	Sans objet
4	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	/	Sans objet
5	Bruit	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 32-1	/	Sans objet
6	Odeur	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31-1	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les installations d'eau placées à l'extérieur sont à vérifier régulièrement.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : MTD5 Utilisation rationnelle de l'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s) :</b> Élevage, MTD5
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> «-Détecter et réparer les fuites d'eau. -Utiliser des dispositifs à haute pression pour le nettoyage des hébergements et des équipements. -Choisir des équipements appropriés (par exemple, abreuvoirs à tétine, abreuvoirs siphoniques, bacs à eau), spécifiquement adaptés à la catégorie animale considérée et garantissant l'accès à l'eau (ad libitum). -Vérifier et, si nécessaire, adapter régulièrement le réglage de l'équipement de distribution d'eau. »
<b>Constats :</b> Aucune fuite d'eau constatée dans les salles ayant fait l'objet de l'inspection. Vus : <ul style="list-style-type: none"> <li>- deux nettoyeurs à haute pression fonctionnant,</li> <li>- un employé réparant un conduit d'eau dans une salle hébergeant les truies gestantes,</li> <li>- des bacs à eau équipés de système d'arrêt automatique, à disposition des animaux (pour les truies gestantes et les porcs charcutiers),</li> <li>- des abreuvoirs à commande automatique à disposition des truies en maternité et des porcelets,</li> <li>- le registre de suivi de la consommation en eau des truies en maternité et des truies gestantes,</li> <li>- le système de contrôle du débit d'eau et les manettes d'intervention associées pour le suivi optimum de la consommation en eau (truies en maternité et truies gestantes).</li> </ul> Non-conformité : un des systèmes de refroidissement d'air par micro-injection présentait une fuite d'eau au niveau du bac tampon.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : Déclaration des émissions polluantes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> « L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. [...] »
<b>Constats :</b> La déclaration des émissions polluantes de 2022 a été réalisée sur l'application GEREP.
<b>Observations :</b> Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Etat de propreté**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Implantation et aménagement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> « [...] L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. »
<b>Constats :</b> L'intérieur des bâtiments et les abords sont propres.
<b>Observations :</b> Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Consommation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> "«Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m <sup>3</sup> par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation. En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.[...] »"
<b>Constats :</b> Vus : <ul style="list-style-type: none"><li>- les enregistrements des consommations en eau par l'élevage, à fréquence mensuelle,</li><li>- le compteur d'eau et le système de disconnexion installés au niveau de la tête de forage.</li></ul>
<b>Observations :</b> Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Bruit**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 32-1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> «[...] Le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne compromet pas la santé ou la sécurité du voisinage et ne constitue pas une gêne pour sa tranquillité..[...] »
<b>Constats :</b> Aucune nuisance sonore ressentie à l'arrivée sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Odeur**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31-II
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> «L'exploitant conçoit et gère son installation de façon à prendre en compte et à limiter les nuisances odorantes.»
<b>Constats :</b> Aucune nuisance liée aux odeurs ressentie à l'arrivée sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

